

# L'hypothèse socialiste\*

Michel Husson (1996)

in Stathis Kouvelakis (dir.) *Y a-t-il une vie après le capitalisme ?*

Le Temps des Cerises, 2008

Les « performances du capitalisme contemporain » dressent un tableau assez inquiétant, que l'on peut résumer en quelques points. Tout d'abord, le capitalisme mondial n'assure plus un développement intégral de l'ensemble des pays qu'il régit. Un nombre croissant de pays s'enfoncent dans une grave régression, et les exemples de réussite ne sont possibles qu'en raison même de leur caractère exceptionnel. Les immenses potentialités ouvertes par l'automatisation en matière de qualification et d'enrichissement du travail voient leur portée limitée par un système économique qui impose sa propre logique visant à garantir le contrôle et la subordination de la majorité des travailleurs. Cette sous-utilisation systématique des potentialités de la technologie vaut également à l'échelle de la planète : la mise en concurrence systématique tend à dissocier l'espace économique mondial, et constitue l'un des principaux leviers tendant à l'exclusion de zones entières du processus de développement. Enfin, face au défi que représentent les progrès de l'automation qui viennent inexorablement miner ses critères de fonctionnement, le capitalisme tend à réagir en faisant marcher l'économie à l'envers, autrement dit en cherchant à modeler le mode de croissance de manière à le faire tenir de force dans les limites d'un mode de production désormais étriqué. Alors que s'ouvre, au moins en puissance, l'ère de l'abondance, le capitalisme est amené à réaliser un grand renversement, qui est la condition de sa perpétuation. Ce renversement est extrêmement dangereux, parce qu'il est porteur d'une société d'exclusion, fondée sur l'inégalité et la soumission de l'ensemble de la société à des couches privilégiées bien adaptées aux critères économiques dominants et bénéficiant d'avantages relatifs toujours un peu plus tranchés. Cette « barbarie électronique » est en train d'émerger dans les pays capitalistes d'aujourd'hui, et l'une de ses composantes les plus pernicieuses est l'humiliation imposée aux « perdants » et la négation même de leur exploitation, sous prétexte de modernisme.

Même par rapport à ses propres critères et en tout cas par rapport à celui de la satisfaction des besoins, le capitalisme contemporain fonctionne de plus en plus mal. Ce qu'il est incapable de faire, sur le fond, c'est d'organiser les relations entre des sphères se situant différemment par rapport au progrès technique. Car ce dernier n'agit pas de la même manière sur la productivité sociale dans tous les secteurs, ni dans toutes les régions du monde. Plutôt que de se diffuser pour que toute l'humanité en profite, les technologies de pointe s'inscrivent alors dans un processus implacable de sélection et de reproduction d'une hiérarchie de plus en plus artificielle. L'un des défis majeurs que le capitalisme est incapable de relever, c'est bien l'organisation de la coexistence entre ces secteurs et pays à productivité différente. Il s'obstine au contraire dans un projet insensé qui prétend résorber brutalement ces différences par une mise en concurrence généralisée. Dans ce mouvement, le capitalisme exclut les moins productifs et leur dénie le droit à l'emploi et à la satisfaction de besoins élémentaires. Il faudrait au contraire imaginer une allocation du travail différente, que le libre échange et les

---

\* Ce texte est extrait de [Misère du capital](#), Syros, 1996.

mécanismes d'un marché totalement débridé ne peuvent établir. Il faudrait que la machine économique soit conditionnée de manière à fonctionner avec un rendement moyen éventuellement inférieur, plutôt que de chercher à s'aligner sur les performances les plus élevées. Cela veut dire qu'il faudrait imaginer une longue phase de transition organisant cette coexistence de secteurs à faible productivité avec les secteurs ultramodernes et assurant les transferts nécessaires de surplus de ces derniers vers les premiers sous forme de travaux d'infrastructure, de formation, d'investissements matériels et immatériels, etc. La vraie modernité post-capitaliste devrait probablement représenter une combinaison paradoxale d'ultra-efficacité et de stabilisation progressive de méthodes de production moyennement performantes. Elle consisterait en une politique d'aménagement de la planète, comme on a pu parler d'aménagement du territoire, visant à une satisfaction optimale des besoins sociaux.

Ne tournons pas autour du pot. Ce mode d'organisation économique et social a toujours été désigné par le terme de socialisme. Les crimes commis en son nom dans les pays dits socialistes ne doivent pas conduire à renoncer à ce mot, car ce serait admettre que le stalinisme est la seule incarnation possible d'une alternative au capitalisme. La question qui continue de se poser est de savoir si un meilleur système d'organisation sociale est, non seulement souhaitable, mais possible. Et l'esquisse que l'on peut en faire découle naturellement de la critique du capitalisme contemporain, du capitalisme réellement existant. Si l'un de ses traits distinctifs est de refuser de produire ce qui ne s'aligne pas sur les normes de rentabilité les plus avancées, alors le socialisme devrait au fond se définir comme un système économique permettant au contraire de produire même si ce n'est pas « rentable » au sens précis et étroit de ce terme.

Notre critique du capitalisme est au fond autre chose qu'une opposition de principe fondée seulement sur des convictions politiques voire morales, et n'exprime certainement pas la fascination pour un quelconque « modèle ». Mais il se trouve tout simplement qu'il y a aujourd'hui beaucoup plus de raisons d'être anticapitaliste qu'il y a vingt-cinq ans, dans la mesure où, comme on l'a montré, le système capitaliste fonctionne avec une légitimité restreinte. Et il n'est pas mauvais de rappeler en passant que la montée des luttes sociales à partir du milieu des années soixante a coïncidé avec une période florissante du capitalisme. Il existe d'ailleurs beaucoup de raisons qui permettent de comprendre pourquoi le cycle des luttes tend à épouser celui du taux de profit : l'entrée en récession finit par éroder la combativité ouvrière, et la perte de marge de manœuvre des réformistes finit par engendrer l'idée selon laquelle rien n'est plus possible que de faire le gros dos.

Face à un tel bilan la question de fond, d'un point de vue rationnel, est d'indiquer avec précision en quoi une hypothétique organisation socialiste de l'économie conduirait à des résultats différents de ceux que nous connaissons aujourd'hui. Ce que l'on a essayé de montrer dans ce qui précède, c'est que la possibilité même d'une telle différence renvoie à l'existence de deux logiques gouvernant le mode de développement des sociétés, en d'autres termes le mode d'utilisation de leur surplus. Deux critères de choix économiques sont en effet disponibles : le critère du profit, et celui des besoins. Sous le capitalisme, c'est le premier qui domine, ce qui implique une faible capacité de contrôle de la part des travailleurs-consommateurs. L'investissement relève pour l'essentiel de décisions privées prises par les

détenteurs des moyens de production, en fonction du critère du profit. Cela ne veut pas dire pour autant que les capitalistes peuvent produire n'importe quoi, et le vendre sans problème : c'est l'une des trouvailles de Marx d'avoir montré au contraire qu'il ne suffisait pas de produire la plus-value, mais qu'il fallait encore la transformer en argent sonnante et trébuchant, bref la réaliser. Cela n'est possible qu'en obéissant d'une certaine manière à la logique des besoins : pour vendre une marchandise, il faut que celle-ci ait une valeur d'usage, bref qu'elle corresponde à un besoin social. On ne saurait donc opposer un capitalisme producteur de valeurs d'échange sans utilité à un socialisme producteur de valeurs d'usage non marchandes. Les deux principes se combinent, mais celui des besoins est dominé sous le capitalisme.

Cette domination de la logique du profit ne signifie donc pas que le capitalisme serait absolument incapable de satisfaire les besoins humains, mais très exactement ceci : dans la liste des besoins à satisfaire, il sélectionne l'ordre dans lequel il y répondra en fonction de critères qui lui sont propres et qui échappent très largement au contrôle des « consommateurs ». Entre les besoins sociaux et ce qui est finalement produit, le capitalisme intercale un filtre, celui de la rentabilité. Il y a des périodes où la distorsion n'est pas trop grande, ainsi les années d'expansion de l'après-guerre. Mais cette combinaison heureuse a épuisé ses effets et, dans la période récente, on observe au contraire une inadéquation croissante entre les aspirations des salariés et les choix conditionnés par la logique capitaliste. L'une des principales thèses de ce livre est de montrer que la base objective de ce divorce réside dans l'évolution des structures de consommation qui se déplacent vers des produits peu susceptibles de gains de productivité.

## **Le socialisme ou la logique des besoins**

L'éventuelle supériorité d'un socialisme ne peut résider finalement que dans le rôle dominant accordé à la logique des besoins. Le modèle pourrait être le suivant : il faut, et c'est la pièce maîtresse, que la société exprime directement ses préférences quant à l'allocation de l'effort d'investissement. Cette fois le besoin n'est plus seulement une condition vide de contenu garantissant la réalisation de la valeur : l'intensité du besoin définit une hiérarchie qui doit être respectée, les priorités de la société en quelque sorte. L'économiste soviétique Kantorovitch a bien exprimé cette logique en termes mathématiques<sup>1</sup>. Le fonctionnement de la société socialiste est ainsi formalisé : il faut produire, compte tenu des ressources disponibles, la plus grande quantité de marchandises selon des proportions qui sont fixées directement par la société. On a trop souvent assimilé cette présentation à celle d'Oscar Lange<sup>2</sup>, et sans doute à tort. La grande différence réside en effet dans le fait que le programme analogue dans le cas du capitalisme admet pour objectif la maximisation du profit, et que la proportion dans laquelle sont produits les différents biens sont un sous-produit, et non une contrainte, du processus de maximisation.

---

<sup>1</sup> Leonid V. Kantorovitch, [\*The Best Use of Economic Resources\*](#), Pergamon Press, 1965; traduction française : *Calcul économique et utilisation des ressources*, Dunod, 1963 ;

<sup>2</sup> Oscar Lange, « [On the economic theory of socialism](#) », *The Review of Economic Studies*, vol.4, n°1, October 1936.

En d'autres termes encore, cette différence essentielle entre capitalisme et socialisme réside dans le mode d'allocation des ressources, et principalement l'affectation du surplus. Ce n'est pas seulement les modalités du calcul économique qui changent, mais sa fonction même. Sous le capitalisme, c'est l'exigence de maximisation du profit qui détermine vers quels secteurs l'économie va porter l'effort d'investissement : les priorités du développement social sont des contraintes pour ce calcul économique. Le socialisme se définit au contraire comme la maîtrise exercée par l'ensemble de la société sur ses propres priorités, auxquelles le calcul économique est désormais subordonné. L'économie joue un rôle démesuré dans le système capitaliste, puisqu'elle ne se limite pas à sélectionner les moyens, mais contribue centralement à révéler et à calibrer les préférences sociales, alors que le socialisme correspondrait à un rétrécissement de la sphère de l'économie qui serait rigoureusement cantonnée à une fonction d'ajustement des moyens à des fins déterminées ailleurs. Preobrajensky avait particulièrement insisté sur ce basculement, lorsqu'il expliquait : « Avec la disparition de la loi de la valeur dans le domaine de la réalité économique disparaît également la vieille économie politique. Une nouvelle science occupe maintenant sa place, la science de la prévision de la nécessité économique en économie organisée, la science qui vise à obtenir ce qui est nécessaire de la manière la plus rationnelle. C'est une science tout autre, c'est la technologie sociale, la science de la production organisée, du travail organisé, la science d'un système de rapports de production où les régulations de la vie économique se manifestent sous de nouvelles formes, où il n'y a plus 'objectivation' des relations humaines, où le fétichisme de la marchandise disparaît avec la marchandise »<sup>3</sup>.

L'idée d'une gestion de l'économie prenant la satisfaction maximale des besoins sociaux comme critère d'efficacité était déjà présente chez les classiques du marxisme, notamment dans un bref passage de l'*Anti-Dühring* où Engels esquisse une théorie de l'économie socialiste : « Certes, la société sera obligée de savoir même alors combien de travail il faut pour produire chaque objet d'usage. Elle aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles des divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan. Les gens régleront tout très simplement sans intervention de la fameuse 'valeur' »<sup>4</sup>.

### **La démocratie sociale, principe de régulation de l'économie socialiste**

La présentation de Kantorovitch a l'intérêt de bien mettre en valeur la dissociation que suppose le mode de fonctionnement de l'économie socialiste. Ses objectifs sont déterminés en quelque sorte extra-économiquement, par opposition aux lois du marché capitaliste qui, en même temps qu'elles en assurent la régulation, modèlent ses propres fins, selon un processus qui n'est pas socialement maîtrisé. La possibilité même de cette dissociation repose sur ce que l'on pourrait appeler l'hypothèse de la démocratie socialiste : pour fonctionner selon cette logique supérieure, la société doit s'être dotée des moyens d'objectiver ses propres choix collectifs à travers un plan démocratiquement établi, faute de quoi le calcul

---

<sup>3</sup> in E. Preobrajensky, *La nouvelle économie*, EDI, 1966.

<sup>4</sup> F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions sociales, 1963.

économique va en somme fonctionner sur des données fausses. L'échec économique des pays de l'Est renvoie fondamentalement au fait que l'on y a supprimé ce qui permet au capitalisme de fonctionner sans mettre en place ce qui est la condition nécessaire d'existence du socialisme, à savoir la démocratie ouvrière : « La planification bureaucratiquement centralisée a donc supprimé les rapports sociaux sous-jacents au marché généralisé, capitaliste. Mais elle ne les a pas remplacé par des rapports sociaux socialistes : il n'y a aucun contrôle des « producteurs associés » sur les choix de production, il n'y a pas de démocratie économique et politique sur les grands choix. »<sup>5</sup>.

Alors qu'on réduit souvent la distinction entre capitalisme et socialisme à une opposition entre marché et plan, le binôme pertinent serait plutôt appropriation privée d'un côté, démocratie sociale de l'autre. C'est la grande leçon de l'expérience stalinienne : la planification sans démocratie sociale débouche sur la bureaucratisation et l'inefficacité. Ce qui s'est passé à l'Est montre que la fonction d'allocation du surplus, qui avait été retirée aux capitalistes privés, était en réalité exercée par une mince couche sociale autoproclamée organe d'expression des besoins sociaux. Des sociologues hongrois ont d'ailleurs parlé de « dictature sur les besoins »<sup>6</sup>. On avait certes supprimé le marché des investissements, mais sans le remplacer par quoi que ce soit d'autre. Le garde-fou essentiel du capitalisme, selon lequel il faut vendre ce que l'on produit, avait été retiré, rendant possible une dérive de plus en plus incontrôlée.

Le problème de l'efficacité d'une économie socialiste n'est donc pas technico-économique, mais éminemment et directement politique. Les priorités que se donne la société y sont déterminées de manière extra-économique et s'imposent comme objectifs aux lois de la technique économique, alors qu'au contraire les fins sociales du capitalisme n'apparaissent qu'après coup, comme sous-produit des transactions marchandes. La démocratie est donc la condition même de fonctionnement d'une telle organisation sociale, et cette conception conduit à poser autrement l'articulation entre plan et marché.

## **La place du marché**

La planification n'implique pas la suppression du marché comme instrument de régulation. Car ce n'est pas le marché en soi qui impose la logique de rentabilité, mais essentiellement le fait que ce sont des personnes privées ou en tout cas des catégories sociales étroites qui décident de l'investissement, en fonction de stratégies de capitaux individuels. Une fonction éminemment sociale, celle de savoir vers quelles priorités la société tourne ses efforts, est ainsi exercée par des entités privées, et cela de manière de plus en plus concentrée. C'est pourquoi, la planification apparaît essentiellement comme le moyen de socialiser l'investissement, pour reprendre l'expression fameuse de Keynes. Si l'on imagine que se met en place un système d'institutions démocratiques d'expression et de définition des besoins, quelles pourraient être les modalités de fonctionnement de la planification ? Le premier principe serait à coup sûr de ne pas supprimer le

---

<sup>5</sup> C. Samary, « Plan, marché et démocratie. L'expérience des pays dits socialistes », *Cahier d'études et de recherche*, IIRF, Amsterdam, 1988.

<sup>6</sup> F. Fehér, A. Heller, G. Markus, *Dictatorship over needs*, Basil Blackwell, 1983.

marché, si par marché on entend les magasins de biens de consommation. La régulation par les prix est encore le moyen le plus simple pour réaliser l'affectation du revenu non socialisé et moduler l'ajustement entre offre et demande. Mais, et c'est là qu'on retrouve cette distinction fondamentale entre équilibre et dynamique, il en va tout autrement des biens d'investissement. L'acte d'investissement est l'exercice d'un pouvoir de décision sur la direction prise par une économie en croissance. Il ne doit donc pas exister d'exercice individualisé de cette fonction stratégique. Aucune personne ou groupe de personnes, parce qu'ils possèdent une entreprise et qu'elle a fait des profits, ne devraient pouvoir investir sans considération pour les priorités sociales essentielles.

La socialisation de l'investissement signifie que l'ensemble des profits est mis dans un pot commun et ensuite utilisé, non pas selon les stratégies particulières de tel ou tel capitaliste, mais en fonction des priorités sociales déterminées démocratiquement. Même si ce processus se déroule au niveau régional et ne doit pas entrer dans un détail absurde, il y a bien, dans l'idée de planification, celle de centralisation comme moment nécessaire de cette maîtrise sociale. C'est pourquoi les nationalisations sont l'outil incontournable de la planification. Mais là encore, les mots ont vieilli. Si l'on admet le postulat démocratique, il ne s'agit pas de nationalisations au sens juridique, de groupes qui fonctionneraient ensuite selon les mêmes critères, mais de nationalisations permettant d'orienter l'économie autrement. La planification passe notamment par la définition d'une politique industrielle dont on ne voit pas pourquoi elle serait condamnée à l'inefficacité. Une Banque Nationale d'Investissement, des banques régionales, auraient ainsi pour fonction de distribuer le crédit en fonction de la conformité des projets avec les objectifs du plan, au niveau national ou régional.

### **Les conditions de l'efficacité**

Comment, dans un tel cadre gérer correctement les unités de production et éviter l'ornière des pays de l'Est ? Cette question est en réalité double. Du côté de la technique, la question est de savoir si l'on disposera de prix permettant d'apprécier l'efficacité économique de telle ou telle dépense. La réponse, encore une fois, ne peut qu'être positive : la société planifiée se doit d'être rationnelle et donc d'utiliser au mieux les ressources dont elle dispose. En ce sens comptable, les prix sont irremplaçables, sauf à postuler l'abondance : le prix d'un bien représente la fraction de travail social qui a servi à sa production. Cette fonction peut d'ailleurs être relativement déconnectée de l'acte marchand : on peut tenir des comptabilités analytiques internes sans qu'il y ait vraiment achat-vente entre les établissements d'un même groupe. On peut y compris imaginer d'affecter un « prix » - qui pourrait éventuellement tendre vers l'infini - à l'usage de ressources naturelles, même si celles-ci ne sont pas vendues.

L'autre volet de la question de l'efficacité d'une économie planifiée porte sur la motivation : si aucune sanction ne me menace (perte de revenu, faillite, licenciement), si mes possibilités individuelles de gain sont limitées, à quoi bon m'appliquer, à quoi bon tout simplement, travailler ? « Ils font semblant de me verser un salaire, et moi je fais semblant de travailler » : l'URSS a fourni de ce point de vue l'exemple d'une monstrueuse schizophrénie sociale où les citoyens-

producteurs en faisaient un minimum, tandis que les mêmes citoyens-consommateurs ne trouvaient rien dans les magasins. La réponse ne peut ici qu'être abstraite : elle réside dans la socialisation du travail, c'est-à-dire l'ensemble des dispositifs qui font que l'homme au travail a non simplement l'impression de travailler pour son propre bien-être individuel, mais en même temps de contribuer à son bien-être social. Cela passe par plusieurs canaux essentiels qui délimitent les spécificités d'une économie socialiste.

Le premier est une répartition du revenu plus juste, qui n'est pas d'ailleurs l'objet principal de la planification, qui vise à mieux orienter le mode de développement de l'économie : la supériorité d'une telle économie ne réside pas tant dans une meilleure répartition des fruits de la croissance, que dans la qualité de ce développement. Mais les choses sont évidemment liées, notamment en ce qui concerne la motivation des travailleurs. Et le capitalisme, ici non plus, ne constitue pas une référence optimale. D'un point de vue moral, d'abord : les conditions de fonctionnement du capitalisme contemporain impliquent une inégalité croissante des revenus, contrairement à ce qui se passait durant les années d'expansion. Mais aussi d'un point de vue plus technique : les politiques d'austérité, l'individualisation des salaires vont en effet à l'encontre des évolutions technologiques. Il est même possible de soutenir que le capitalisme contemporain est en train de mettre en place les conditions techniques d'un nouvel égalitarisme, même si son mode de développement actuel tend au contraire à vanter les vertus de l'inégalité et même de l'enrichissement sans cause. Une société planifiée remettrait un peu de raison dans tout cela et pourrait combiner équité et efficacité. Aujourd'hui, les salaires ne progressent plus, tandis que les riches s'enrichissent en dormant : où est la motivation, pour une implication réelle au travail ? Des règles du jeu plus justes, une rémunération équitable (à travail égal, salaire égal), une progression du revenu de chacun, garantissant qu'on n'est pas en train de jouer les dindons de la farce sociale au profit des possédants, tout cela conduirait non pas à une fonctionnarisation, mais au retour à la dignité du travail.

Les nouvelles technologies sont porteuses d'une dynamique ambiguë. Contrairement aux hymnes convenus au nouveau modèle de travail, leur introduction dans un cadre capitaliste a pour effet de tendre à dualiser le marché du travail et à réserver les créations d'emplois à des secteurs régressifs (bas salaires, basse qualification, domesticité sociale). Mais, en soi, elles supposent l'implication des travailleurs dans un travail de plus en plus collectif, et rendent possible une interchangeabilité des postes de travail. La spécialisation flexible devrait donc aller de pair avec une polyvalence accrue des travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou employés. Mais le capitalisme est incapable, par nature, d'aller jusqu'au bout de ces implications. Il doit reproduire les conditions générales de l'asservissement salarial et ne peut, dans le même mouvement, faire exactement le contraire. La modernisation des entreprises ne dépasse pas le cadre étriqué d'un néo-taylorisme<sup>7</sup>. Ce sont d'énormes gains de productivité qui sont perdus, en raison des « faux frais » de l'exploitation capitaliste. La requalification générale de la force de travail serait en soi un objectif d'une société planifiée et fonderait, autrement que par l'incitation salariale individuelle, un autre mode de motivation. Il s'agit à la fois de mobiliser les énormes potentialités des innovations technologiques, et, dans

---

<sup>7</sup> D. Linhart, *Le torticolis de l'autruche. L'éternelle modernisation des entreprises françaises*, Seuil, 1991.

le même temps de construire les conditions de viabilité d'une authentique autogestion. La polyvalence s'oppose en effet immédiatement à la division technique du travail, et plus largement à la division sociale. On rejoint ici la belle formule de Castoriadis, selon laquelle « le socialisme, c'est la transformation du travail ». Pour lui, cette société se distingue principalement « par la transformation de la nature et du contenu du travail, ce qui signifie : la transformation consciente de la technologie héritée de façon à subordonner pour la première fois dans l'histoire cette technologie aux besoins de l'homme non pas seulement en tant que consommateur, mais en tant que producteur »<sup>8</sup>.

Enfin, la dimension régionale de la planification est primordiale, parce que c'est un moyen de se rapprocher des personnes concernées par les décisions, ensuite aussi, parce que le développement actuel de l'économie repose de plus en plus sur une intégration régionale réussie. Le Gosplan soviétique, qui imposait que telle commande passée par une usine de Leningrad à une autre, transite par Moscou, a pu fournir un contre-exemple parfait en la matière. Mais l'exemple yougoslave a montré qu'il existe un excès inverse possible. Aucune société ne peut en effet fonctionner sur une base purement localiste sans se fractionner : il y a des décisions, souvent les plus importantes, qui nécessitent un temps de centralisation. Une politique agricole ne peut pas être définie au niveau de chaque département, elle nécessite des arbitrages, des transferts, des compensations, au moins au niveau national. La planification doit donc être considérée comme un processus de va-et-vient entre le local et la national, entre le particulier et le général. Les projets élaborés au niveau local ne sont pas forcément compatibles entre eux : intérêts contradictoires, doublons possibles, ressources globales insuffisantes. Il existe de toute façon des choix à faire, qui, au bout du compte, seront effectués d'une manière ou de l'autre. La procédure de planification, avec sa « respiration » de décentralisation/centralisation, doit viser à rendre ces choix transparents et maîtrisés collectivement.

### **Une réponse adéquate à la crise des rapports marchands**

L'alternative sociale doit se définir avant tout par rapport à la crise du travail. Celle-ci, comme on a essayé de le montrer, va bien plus loin qu'une simple crise de débouchés, puisqu'elle remet en cause le principe même de la loi de la valeur. Citons sur ce point un passage éclairant des *Grundrisse* où Marx dit du capital qu'il est « malgré lui l'instrument qui crée les moyens du temps social disponible, qui réduit sans cesse à un minimum le temps de travail pour toute la société et libère donc le temps de tous en vue du développement propre de chacun. Cependant, il tend toujours lui-même à créer du temps disponible d'un côté, pour le transformer en surtravail de l'autre. S'il réussit trop bien à créer du temps de travail disponible, il souffrira de surproduction, et le travail nécessaire sera interrompu, parce que le capital ne peut plus mettre en valeur aucun surtravail. Plus cette contradiction se développe, plus il se révèle que la croissance des forces productives ne saurait être freinée davantage par l'appropriation du surtravail d'autrui »<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> C. Castoriadis, *Le contenu du socialisme*, 10/18, 1979.

<sup>9</sup> K. Marx, « [Le vol du temps d'autrui, une base misérable](#) », *Manuscrit de 1857-1858 [Grundrisse]*, Editions sociales, 1980, tome 2, p.196.



Cette citation renvoie à une contradiction propre à l'automatisation qui surgit pour la première fois sans doute comme dimension significative de la crise. Alors que les aspects plus classiques de la théorie marxiste suffisaient à rendre compte des cycles et des crises de la première moitié de ce siècle, c'est l'intégralité de la critique marxiste qu'il faut mobiliser pour bien comprendre la portée de la crise actuelle. En ce sens, cette crise réactualise une dimension fondamentale de l'œuvre de Marx que l'économisme de la Seconde Internationale, puis de la Troisième Internationale stalinisée, avait fait passer au second plan. Pour bien saisir cet aspect des choses, on peut passer à un cas limite, en imaginant une automatisation de la production à peu près intégrale, où la dépense de travail serait réduite à un minimum. C'est ce à quoi tend le développement des forces productives, et c'est presque une réalité dans certains secteurs de la production. Mais comment se forme alors la plus-value, comment se fixe le salaire, comment se répartissent les marchandises produites dans une telle situation ? Il est clair que les critères capitalistes perdent de leur sens et que le capitalisme ne peut plus contraindre l'ensemble de la société à fonctionner selon des critères devenus étriqués, parce qu'ils ne couvrent plus l'ensemble des nouveaux problèmes posés à la technique économique.

### **Pour la gratuité**

La perte de substance du critère d'économie de temps de travail conduit à cette autre idée. Il faut prendre en tenailles la logique salariale marchande, de l'intérieur par la transformation du travail, de l'extérieur par l'extension d'un revenu garanti servi en nature sous forme d'une extension de la gratuité. Il s'agit là d'une forme équitable de répartition des richesses produites, et on pourrait aller jusqu'à dire que gratuité et équité sont deux concepts indissociables. Une société socialiste devrait tendre immédiatement à la dissolution des rapports marchands et prendre l'initiative d'étendre l'aire des services rendus gratuitement par la société à ses membres en matière de santé, d'éducation, de garde des enfants, de transports, de loisirs, etc. Une grande partie de ces secteurs sont d'ailleurs déjà socialisés : plutôt que de faire machine arrière, il faut généraliser et placer sous contrôle social ces procédures. L'extension de la gratuité est par ailleurs cohérente avec la réduction massive du temps de travail : la récupération du temps pour soi, librement affecté, est encore la manière la plus efficace de restreindre la sphère marchande au strict minimum.

Ces quelques pistes dessinent un projet de société qui n'a évidemment pas grand-chose à voir avec le « socialisme réel » des pays de l'Est, et qui représente une alternative globale à l'impasse capitaliste, en dégageant les éléments d'une contre-cohérence. Le mouvement social aura de plus en plus besoin d'une telle référence, et c'est lui aussi qui pourra contribuer à rendre plus concrète cette utopie. Nous n'en sommes évidemment pas là, et la question qui se pose aujourd'hui est d'abord celle d'un projet qui puisse être pris en charge immédiatement.